



Amal Baba Ali

Journaliste
correspondante

Les MRE, une valeur sûre

● Malgré la forte perte de ressources, les Marocains continuent à envoyer de l'argent ● Les transferts des Marocains ont dégringolé de 31% en deux ans seulement



Les immigrés marocains se serrent la ceinture autant qu'ils peuvent et cassent leur tirelire pour pouvoir acheminer leurs gains.

(PHOTOS : AFP)

Les Marocains d'Espagne se démènent pour envoyer de l'argent à leurs proches au Maroc malgré la crise et la perte des ressources. Si le collectif marocain est celui qui a enregistré la perte la plus importante dans le nombre des affiliés à la sécurité sociale, il n'en demeure pas moins que les envois effectués par les Marocains restent tout de même importants, au vu de la conjoncture actuelle et les caractéristiques de la communauté. Ces derniers sont les plus touchés par la perte des affiliés à la sécurité sociale, avec une baisse de 7,8%. Leur nombre est passé de 238.048 en décembre 2008 à 219.419 en décembre 2009. Cela fait dire aux rédacteurs du rapport réalisé par l'organisation à but non lucratif Remesas, et inspiré par des données rendues publiques par Banco de España, que le recul de 22,6% est logique. Selon les résultats publiés par Banco de España, les envois effectués par les nationaux se sont établis à 299,5 millions d'euros en 2009 contre 387 millions d'euros en 2008. Sur le classement des destinations des transferts effectués sur le sol ibère, le Maroc arrive en 5^e position, ex aequo avec le Paraguay. Cependant, cette baisse ne date pas d'hier. Entre 2007 et 2009, les transferts ont dégringolé de 31%. Outre le Maroc, le Sénégal et le Brésil ont vu également les recettes de leurs citoyens établis en Espagne se réduire comme une peau de chagrin. Ces chiffres démontrent, comme l'a souligné Remesas,

que ces communautés sont les plus affectées par la crise économique. Cela prouve encore une fois, que la crise économique s'attaque, sans merci, aux communautés les plus vulnérables du point de vue formation et qualification professionnelle. Mais globalement, toutes les communautés ont vu leurs économies s'essouffler, comme l'indique le rapport du Banco de España, qui révèle que les transferts se sont écroulés de 9,7% en 2009.

L'Espagne, premier émetteur de transferts

Cette tendance à la baisse a discrètement reculé au cours du 4^e trimestre. Elle serait attribuée aux emplois saisonniers dans le secteur agricole comme la collecte des oranges à Valence ou celle de la fraise. L'Amérique latine reste indétrônable comme continent où atterrit le gros lot des transferts vu l'importance de la communauté hispanique résidant en Espagne. Conséquence logique de la récession, la tendance baissière se poursuit, mais il faut souligner que le rapport de la Banque centrale espagnole ne concerne que les agences accréditées de transferts. Il n'inclut pourtant pas les sorties d'argent réalisées via la poste ou les banques, lesquelles rivalisent d'ingéniosité pour appâter cette clientèle et proposent, des fois, des envois gratuits contre une domiciliation bancaire du client. En comparaison avec les chiffres précédents, il s'agit d'une chute beaucoup plus importante

que celle de 7,2% enregistrée en 2008. Cette année là, les envois avaient totalisé 7.131 millions d'euros contre 7.898 millions durant l'exercice précédent. Le record des envois a eu lieu en 2007 avec 8.449 millions d'euros. Cela place l'Espagne en première position de pays européen émetteur des transferts. Cela trouve aussi son explication dans le fait que l'Espagne est le pays européen qui abrite le taux le plus élevé d'immigrés provenant de pays en dehors de la zone euro. Ils sont 3,7 millions d'immigrés hors Union européenne, selon le dernier rapport d'Eurostat. Certes la crise est responsable du recul impressionnant de ces sorties, mais d'autres raisons sont aussi derrière ce repli.

La famille d'abord

Selon Alicia Lynch, une analyste économique, les immigrés ont freiné la cadence des envois. Pour minimiser les commissions des transferts, ils guettent le moment idoine où le taux de changes sera au plus bas pour payer moins de frais. Par conséquent, la somme envoyée est plus importante. Il faut savoir que l'Espagne est le pays communautaire où les frais de transfert sont parmi les plus bas au sein de l'eurozone. Mais tous les immigrés font un grand effort de privation pour pouvoir maintenir ces envois à leurs familles. Un constat approuvé par A. Abderahim, gérant d'une agence de transferts nichée dans un quartier à forte population immigrante, marocaine et latino-américaine. Ses clients marocains continuent toujours à faire parvenir leurs économies à leurs proches au Maroc. «Ce qui a changé c'est la quantité. Si avant la moyenne était de 300 à 400 euros lors de chaque envoi, à présent, la somme ne dépasse guère 200 euros», souligne ce gérant. Les immigrés marocains se serrent la ceinture autant qu'ils peuvent et cassent leur tirelire pour pouvoir acheminer leurs gains, quitte à envoyer 100 euros. «Je connais des clients qui se privent et mènent un train de vie drastique mais ne peuvent faillir à cet engagement, du moins une fois chaque trimestre. La preuve : nous maintenons toujours le même rythme des mouvements effectués qu'avant la crise. Environ 500 envois par mois», ajoute notre source. Pour éviter de déboursier les frais de cette transaction, certains optent pour l'informel. Proximité géographique oblige, les plus fûtés recourent à des «connaissances» qui effectuent des allers-retours très fréquents entre le Maroc et l'Espagne. Il y a aussi des réseaux spécialisés dans la collecte de ces sommes d'argent en Espagne et un tiers se charge de livrer l'argent au Maroc, directement. «Certaines agences pratiquent des transferts au noir. Ce sont notre bête noire et on ne cesse dénoncer ces pratiques auprès des autorités financières, en vain», se lamente Abderahim. Ces agences sont sanctionnées de temps à autre par des amendes, mais continuent à avoir pignon sur rue. De manière générale, le marché, à l'image du pays, effectue la traversée du désert. Les 54 agences de transfert d'argent que dénombre la péninsule ont enregistré, avec beaucoup de peine, un bénéfice de 175.000 euros en 2009. Les agences soufflent un peu après un exercice désastreux en 2008. À peine 23 agences affichent un résultat positif, contre 27 agences dont les voyants sont au rouge.

Culture solidaire



C'est une preuve remarquable d'abnégation que celle dont font preuve les immigrés en ces temps de récession et de grisaille économique. La culture solidaire est encore enracinée auprès des Marocains d'ailleurs, malgré la petite santé qu'affiche l'économie du pays. Même si ces travailleurs peinent à joindre les deux bouts, ils gardent toujours une pensée pour leurs familles laissées au Maroc. Ils épuisent toutes les voies d'aides qu'offre le pays hôte afin de maintenir le rythme et sauver la face auprès des leurs. De la sorte, une belle part des sommes dirigées vers le Maroc échappe à la vigilance du régulateur du marché financier, même si les observateurs du secteur tentent de minimiser le poids de cette pratique. Comme l'a constaté cette étude élaborée au début de cette année par Remesas, les immigrés ne sont pas à court d'idées pour contourner les méthodes, disons-le, légales. Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, plusieurs travailleurs font entrer cet argent eux-mêmes lors des déplacements effectués au pays d'origine. Une pratique répandue

Crise ou pas, le Maroc peut toujours compter sur la générosité de ses enfants.

auprès de toutes les communautés étrangères, toutes origines confondues. Au total, l'étude a énuméré dix sept astuces. Toutefois, l'informel ne constitue que 20% des actions, selon une estimation des chercheurs de Remesas.

Le Maroc n'occupe pas une place importante dans ce réseau mais les quantités qui entrent par voie informelle sont très importantes. Crise ou pas, le Maroc peut toujours compter sur la générosité de ses enfants. Pour nos 717.347 nationaux résidents légalement en Espagne, quitte à se saigner aux quatre veines, le plus important c'est de garantir un pécule à la smala. En revanche, ces immigrés ne cessent de se demander ce qu'offre le gouvernement marocain à ses enfants bénis, mise à part un traitement indigne dans les consulats.